

Convention collective

IDCC : 9081. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES

(Ardennes)

(22 octobre 1980)

(Étendue par arrêté du 29 juillet 1981,
Journal officiel du 5 septembre 1981)

AVENANT N° 93 DU 5 JUIN 2018

NOR : AGRS1897203M

IDCC : 9081

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires de la Marne et des Ardennes ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole,

D'une part, et

Union départementale des syndicats CGT-FO ;

Union départementale des syndicats CFTC ;

Union départementale des syndicats CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 et l'avenant n° 5 du 28 septembre 2016 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, et avec les dispositions légales concernant les régimes collectifs de prévoyance, les parties se sont accordées pour procéder à un aménagement de la convention collective du 22 octobre 1980.

Ainsi, à la suite de la censure des clauses de désignation par le conseil constitutionnel, toutes les références à l'organisme assureur désigné en matière de garanties de prévoyance sont supprimées dans les articles de la convention collective.

Par ailleurs, les cotisations sont modifiées afin d'intégrer le haut degré de solidarité dont la gestion sera mutualisée et assurée au niveau national.

Article 1^{er}

Toutes les références à l'organisme assureur « AGRI PRÉVOYANCE », sont supprimées dans les articles de la convention collective du 22 octobre 1980.

Article 2

Au 1^{er} alinéa du point III « Garantie décès » de l'article 45.1 de la convention collective de travail du 22 octobre 1980, l'expression « la garantie décès AGRI PRÉVOYANCE » est supprimée et est remplacée par « une garantie décès, mutualisée au niveau du présent accord ».

Article 3

Modification des taux de cotisation

Le 1.2 « Taux de cotisations et répartition » du 1 « Cotisations » du paragraphe V « Dispositions communes » de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » de la convention collective est abrogé et remplacé par le suivant :

« 1. Cotisations

1.2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global de cotisations destinées au financement des prestations, est de 1,626 %, ainsi réparti :

- la garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail est financée par une cotisation de 0,22 % et l'assurance des charges sociales patronales est financée par une cotisation de 0,13 %. Ces cotisations sont à la charge exclusive de l'employeur ;
- au-delà, les garanties décès, incapacité-invalidité, sont financées, avant arrondis, à hauteur de 70 % à la charge des employeurs, et 30 % à la charge des salariés : soit 0,893 % à la charge des employeurs et 0,383 % à la charge des salariés.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

GARANTIE	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,40 %	0,40 %	–
Incapacité temporaire de travail			
– mensualisation	0,22 %	0,22 %	–
– relais mensualisation	0,523 %	0,14 %	0,383 %
Invalidité	0,353 %	0,353 %	–
Assurance des charges sociales (*)	0,13 %	0,13 %	–
Total	1,626 %	1,243 %	0,383 %

(*) Destinée au financement de l'assurance des charges sociales. »

Article 4

Principe de solidarité

Le sous article 1.3 « Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite » du V « Dispositions communes » de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » de la convention collective est abrogé et remplacé par le sous-article suivant :

« 1.3. Principe de solidarité

Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, selon les mêmes modalités que celles de l'accord national du 10 juin 2008.

Afin de financer ces mesures, 1 % de la cotisation du régime de prévoyance leur sera affectée. Sa gestion est dévolue à un fonds de mutualisation national ».

Article 5

Extension, entrée en vigueur et dépôt

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Celui-ci entrera au 1^{er} janvier 2019, sous réserves de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*. À défaut de publication à cette date, le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Il sera déposé à la DIRECCTE Grand Est, unité départementale des Ardennes, service de l'inspection du travail agricole à Charleville-Mézières.

Fait à Charleville-Mézières, le 5 juin 2018.

(Suivent les signatures.)